



UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement

\*\*\*



جمهورية القمر المتحدة

وحدة - تضامن - تنمية

\*\*\*

MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET  
ET DU SECTEUR BANCAIRE

LE MINISTRE

N°20- 17 /MFBSB/CAB

وزارة المالية والميزانية والقطاع  
المصرفي

مكتب الوزير

Moroni, le 29 OCT 2020

## PROJET DE LOI DE FINANCES 2021

### EXPOSE GENERAL DES MOTIFS

Honorables Députés,

J'ai l'honneur de vous soumettre, à travers la présente, le projet de loi des finances au titre de l'exercice 2021.

Avant tout propos, il est utile de noter que l'exercice budgétaire 2021 sera fortement impacté par les effets liés au ralentissement économique provoqué par la pandémie Covid-19 alors que le pays commençait à peine de sortir de la crise engendrée par le passage du cyclone Kenneth en avril 2019.

A une année d'intervalle, l'Union des Comores a connu une double crise climatique et sanitaire qui a fortement impacté les perspectives économiques actuelles. Il faut cependant souligner que même si la Pandémie Covid-19 a fortement impacté l'économie nationale notamment, à cause des mesures drastiques mais salutaires prises par le gouvernement au tout début de la pandémie, la catastrophe annoncée par certains ne s'est pas produite et ce, grâce à la promptitude du Gouvernement dans sa réaction pour y faire face.

C'est ainsi que force est de constater que contrairement à d'autres pays de la région de l'Océan Indien ou de l'Afrique de l'Est, notre pays a jusqu'ici résisté au choc social annoncé même si économiquement, il a été impacté.

C'est dans ce contexte de ralentissement économique voire de récession au niveau international, que la réalisation de la loi des finances 2020, quoique impactée par la crise, présente un tableau qui incite à l'optimisme.

#### Bilan des réalisations des prévisions budgétaires au 30 juin 2020.

En effet, au 30 juin 2020, le niveau de collecte des recettes a atteint 21, 506 millions de KMF sur une prévision initiale annuelle de 54, 790 millions soit un taux de réalisation de 39,25%<sup>1</sup>. Rapporté à l'année, nous envisageons un niveau de réalisation légèrement supérieur à 41 milliards de KMF, soit une projection de réalisation des recettes de l'ordre de 75% des prévisions budgétaires initiales.

<sup>1</sup> Au 14 octobre 2020, le taux de réalisation a atteint 65% des prévisions initiales.

Pour ce qui est des dépenses, sur une prévision initiale de 64, 247 millions de KMF, celles ordonnancées au 30 juin 2020 s'élèvent à 19, 634 millions de KMF, soit un taux de réalisation de l'ordre de 30,56%. Toutefois, ce niveau de réalisation des dépenses atteint plus de 52% sous l'effet de la prise en charge des dépenses liées à la lutte contre la Covid-19.

### Perspective 2021

Néanmoins et malgré un contexte international et national fortement dépendant de l'évolution de la crise sanitaire liée à la Covid-19, les prévisions budgétaires de 2021 que j'ai l'honneur ici de vous présenter, anticipent une situation favorable à la reprise rapide des activités économiques nationales.

Celle-ci devrait en effet être favorisée par deux leviers importants. Il s'agit du fait que i) le mois de ramadan ainsi que les festivités de l'Id el Fitr sont prévues pour le premier semestre 2021 (avril-mai) ainsi qu'une ii) prévision de reprise des festivités liées aux mariages coutumières et par ricochet une reprise de la consommation.

En effet, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2020, les frontières sont partiellement ouvertes et la reprise progressive des échanges économiques et commerciaux avec le monde devront permettre une reprise progressive et soutenue des activités économiques au niveau national.

Aussi, l'impact de la Covid sur les recettes intérieures devrait donc pouvoir être atténué, notamment, grâce à l'accélération du processus de modernisation du système de gestion de la collecte des recettes intérieures. Il s'agira aussi bien de l'accélération de la digitalisation des processus de collecte et de sécurisation des recettes que de gestion de la dépense publique mais aussi de l'élargissement de l'assiette fiscale et enfin de la mise en œuvre de mesure d'intéressement pour les acteurs économiques dont la diminution voire la suppression de certaines taxes douanières et le réajustement de certaines mesures fiscales<sup>2</sup>.

L'année 2021 sera aussi marquée par la mise en œuvre effective des programmes et projets de développement tels que prévus dans le Plan de Développement Intérimaire et financés avec l'appui de nos partenaires dont la Banque Mondiale, ainsi que de l'intensification de la construction et/ou de la réhabilitation des infrastructures économiques stratégiques entre autres.

Mais au-delà, la réalisation de la loi des finances 2021 devrait surtout bénéficier i) d'un climat politique apaisé, la mise en place de toutes les institutions prévues par la révision constitutionnelle de 2018 étant arrivée à son terme d'une part. Cette réalisation va aussi s'appuyer, d'autre part, sur ii) les réformes envisagées notamment en matière de modernisation du processus de collecte et de sécurisation des recettes ainsi que de gestion de la dépense publique.

Enfin, la loi des finances 2021 est conçue pour servir les objectifs macroéconomiques suivants :

- Une croissance économique projetée à 3,8% ;
- Une maîtrise de l'inflation en dessous de la barre des 3% ;
- Un solde primaire de 0,15% du PIB
- Une pression fiscale projetée à 10% (il s'agit ici d'un objectif fondé sur l'élargissement de la base des contribuables ainsi que de l'assiette fiscale).

---

<sup>2</sup> Voir le projet de loi des finances ci-joint.



Honorables Députés,

Au vue de ce qui précède, les prévisions budgétaires de 2021 se présentent ainsi qu'il suit :

Libellés	Réalisation 2019	LFR 2020	LFI 2021	TV/2019
Recettes internes	50 639 334 655	41 836 970 510	52 484 387 991	3,64%
Autres recettes	24 506 608 001	50 760 000 000	54 518 908 027	122,47%
Aide budgétaire	00	8 500 000 000	4 500 000 000	0,00%
Appui des partenaires	24 506 608 001	42 260 000 000	50 018 908 027	104,10%
Total Recette	75 145 942 656	92 596 970 510,00	107 003 296 018	42,39%

Dépenses courantes	48 206 896 994,00	52 191 074 417	53 640 489 300	11,27%
Dépenses d'intérêt	193 810 776	969 216 637	733 158 000	278,29%
Dépenses d'investissement	35 327 205 589	56 179 404 820	64 860 909 610	83,60%
financement national	10 820 597 588	13 919 404 820	14 842 001 583	37,16%
financement des partenaires	24 506 608 001	42 260 000 000	50 018 908 027	104,10%
Total Dépenses	83 727 913 359	109 339 695 874	119 234 556 910	42,41%
Financement à rechercher <sup>3</sup>	- 8 581 970 703	- 16 742 725 364	- 12 231 260 892	42,52%

Le solde négatif ci-dessus reflète les besoin en financement dans le cadre de l'exercice 2021,

Cependant, il faut noter que si le pays a fortement bénéficié de l'ajournement de la dette vis à vis de ces partenaires, la présente loi anticipe déjà la reprise des remboursements de cette dernière.

Cette nouvelle approche budgétaire incarne mieux la volonté de réaliser la vision d'émergence à l'horizon 2030 prônée par le Président de l'Union des Comores son Excellence AZALI Assoumani.

Tel est, Mesdames et Messieurs les Députés, l'objet de ce projet de loi de finances que je vous soumetts pour examen et adoption.



SAID ALI SAID CHAYHANE

<sup>3</sup> Les financements à rechercher ne concernent dans les faits que l'année 2021. En effet, pour les années déjà exécutées, 2019 et 2020, il s'agit plutôt des déficits constatés en fin d'exercice à cause de l'insuffisance des financements acquis.